

 	<p><b>Groupe d'Experts Région Normandie</b></p> <p><b>Action 2</b></p> <p>2<sup>e</sup> réunion</p> <p>Casdar 5521 « RED-SPyCE »</p>	<p>Caen</p> <p>11 janvier 2018</p>
<p>Compte rendu</p>	<p>Animateurs projet RED-SPyCE : Florian FOUGY Observateurs projet RED-SPyCE : Yannick CAREL</p>	

**Tâche 2.2 : Appréhender le futur de la PCE par la construction de scénarios de futurs probables (CRAO, Nelly DUBOSC)**

**Objectifs de la réunion : Elaborer et évaluer les scénarios d'évolution de la PCE à l'horizon 2030 à partir de :**

- 1) la liste des facteurs élaborée en GE1**
- 2) simulations micro-économiques réalisées sur cas-types pour observer l'effet de certains facteurs**
- 3) 3 scénarios de cadrage à horizon 2030, apportant des contextes contrastés**

**1. Liste des participants**

Julien HERMILLY	Région Normandie
Didier ROINSON	CER Normandie-Maine
Cédric GARNIER	Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie (conseiller lait)
Philippe MARIE	Administrateur Agrial et agriculteur
Samuel HARDY	Chambre d'agriculture du Calvados (conseiller culture)
Loïc MADELINE	Institut de l'élevage et agriculteur AB

## **2. Introduction et typologie des participants**

Le nombre de participants est relativement modeste. Ces participants, à l'exception d'une personne, ont participé à la première réunion.

Aussi, et c'est à souligner, la quasi-totalité des participants de la première réunion s'est libérée pour venir à la deuxième. Ceci illustre un engouement certain vis-à-vis de l'avenir de la PCE en Normandie.

Ces participants ont des profils variés, et sont issus de structures différentes. Les départements de l'Est de la Normandie (Eure et Seine-Maritime) sont moins représentés que ceux de l'Ouest.

La taille du groupe a facilité la prise de parole et permis un fonctionnement fluide des échanges. Le groupe a fait preuve de dynamisme faisant de la gestion du temps un vrai challenge pour l'animateur.

## **3. Apports d'information et présentation des scénarios de cadrage**

Forts de l'expérience des réunions qui ont eu lieu dans les autres régions, les animateurs ont convenu dès le départ de ne pas s'intéresser aux trois scénarios (manque de temps). Seuls deux d'entre eux ont été détaillés.

## **4. Développement des scénarios**

### **Scénario 1 : Ultra-libéralisation des marchés et mondialisation galopante**

	<b>Scénario 1 : Ultra-libéralisation des marchés et mondialisation galopante</b>
Changement climatique	Augmentation de la température moyenne de 2°C, étés plus secs et réduction des débits d'étiage, vagues de chaleurs et accidents climatiques plus fréquents.
Politique & Financier	<ul style="list-style-type: none"><li>- Libéralisation des échanges</li><li>- L'Etat se limite aux fonctions régaliennes avec une décentralisation avancée, les politiques de cohésion des territoires sont faibles</li><li>- Les collectivités deviennent puissantes, surtout les métropoles</li><li>- Certains territoires s'approprient leur identité rurale pour la commercialiser (tourisme, loisirs...)</li></ul>

Economie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance mondiale régulière</li> <li>- Tensions sur les marchés des matières premières</li> <li>- Au niveau mondial, libéralisation économique, domination des grandes firmes encadrées par l'OMC et les ALE</li> <li>- La demande alimentaire augmente avec la croissance démographique, les prix agricoles augmentent globalement en raison de la raréfaction de l'offre mais sont très volatiles</li> <li>- Les actions de régulation des marchés sont déléguées à des opérateurs privés</li> <li>- Baisse des soutiens à l'agriculture, le pays exportant plus de produits industriels et de service</li> <li>- La PAC s'affaiblit, les soutiens nationaux disparaissent peu à peu</li> <li>- pas de politique de soutien à la production agricole</li> <li>- La vocation agricole est avant tout alimentaire et énergétique</li> </ul>
Environnement et réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pas de politique environnementale forte</li> <li>- l'environnement n'est pas au cœur des actions de valorisation des territoires</li> <li>- La gestion des milieux est laissée au secteur privé et les grands groupes multiplient les labels environnementaux</li> <li>- allègement des contraintes réglementaires environnementales</li> </ul>
Social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- très forte urbanisation et repli de la place de l'agriculture dans la société</li> <li>- La question agricole est marginalisée et déconnectée du monde urbain</li> <li>- les consommateurs, rassurés par les grandes firmes, se désintéressent des questions agricoles</li> </ul>
Société - comportements alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des tensions fortes sur les volumes, de nombreux consommateurs ne mangent de la viande que de façon occasionnelle</li> <li>- Peu de développement des marchés bio et qualité, sauf sur des produits très spécifiques</li> <li>- Des problèmes sanitaires apparaissent, les crises se multiplient mais sont gérées par les opérateurs privés</li> </ul>
Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- contexte énergétique tendu</li> <li>- Biomasse agricole et forestières largement mobilisées</li> </ul>
Faits marquants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- spécialisation des bassins de production : recentrage vers les productions les plus rentables et compétitives sur le marché mondial, abandon des autres productions</li> <li>- abandon des surfaces peu productives et urbanisation croissante, mobilisation des surfaces pour des activités non agricoles, y compris dans l'espace rural</li> <li>- diminution du nombre d'exploitations et agrandissement des restantes. Achats d'exploitations par des financiers, des sociétés, des fonds de pension ou des groupes en intégration --&gt; le foncier appartient de plus en plus à des sociétés et de moins en moins aux agriculteurs</li> <li>- développement des grosses plateformes agricoles appartenant à des grands groupes avec main d'oeuvre salariée. Recherche d'intensification</li> </ul>
Evolutions technologiques, place de la R&D	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ruptures technologiques qui augmentent la compétitivité : OGM, clonage, agriculture de précision...</li> <li>- désengagement de l'état et de l'Europe, la R&amp;D est essentiellement pilotée par les acteurs privés et les filières</li> </ul>

### **Scénario 2 : Economie territoriale et recentrage sur la qualité**

	<b>Scénario 2 : Economie territoriale et recentrage sur la qualité</b>
--	--

Changement climatique	Augmentation de la température moyenne de 2°C, étés plus secs et réduction des débits d'été, vagues de chaleurs et accidents climatiques plus fréquents.
Politique & Financier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rôle de l'Etat est faible</li> <li>- Décentralisation profonde, les régions sont autonomes</li> <li>- pas de cadre national fort</li> <li>- Les pouvoirs locaux s'affirment, avec des stratégies de développement basées sur la richesse des territoires</li> <li>- La logique de projets et de partenariats entre acteurs et entre territoires constituent les principales formes de gouvernance</li> </ul>
Economie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance mondiale faible et chaque bloc se retourne vers l'autosuffisance et l'autonomie en s'appuyant sur une valorisation optimale des territoires</li> <li>- les échanges mondiaux sont réduits, mais denses au sein de blocs comme l'UE</li> <li>- Le régional et le local prévalent</li> <li>- Les régions mettent en œuvre des stratégies économiques dont les objectifs sont très contrastés, y compris dans le secteur agricole</li> <li>- Les régions les moins favorisées connaissent des difficultés, en l'absence de péréquation</li> <li>- Les organisations professionnelles agricoles sont puissantes</li> <li>- politique volontariste de soutien de la production agricole</li> <li>- Les filières agricoles territorialisées se structurent, les coopératives d'échelle européenne se multiplient</li> </ul>
Environnement et réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de nombreuses associations environnementales renforcent leur expertise et leur poids et travaillent avec les acteurs agricoles</li> <li>- situation très hétérogène selon les régions</li> <li>- les questions environnementales globales sont délaissées, même si les émissions de GES ont diminué du fait du ralentissement de l'économie mondiale.</li> </ul>
Social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le rôle de la société civile dans la gestion des affaires publiques s'affirme, y compris en agriculture</li> <li>- Les acteurs s'organisent en réseaux d'intérêt commun</li> <li>- Les demandes de la société sont multiples : cadre de vie, produits et services aux populations</li> <li>- la société civile s'intéresse de près aux questions agricoles</li> </ul>
Société - comportements alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les besoins alimentaires augmentent et se précisent pour des produits plus qualitatifs, les territoires agricoles productifs s'associent entre eux pour y répondre</li> <li>- les associations de consommateurs responsables se multiplient et développent des liens forts avec les producteurs, notamment via des filières courtes et territorialisées</li> <li>- les consommateurs recherchent de plus en plus de produits alimentaires "bruts" aux dépens des produits industriels transformés</li> </ul>
Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développement des énergies renouvelables et des efforts d'économie d'énergie</li> <li>- L'approvisionnement de certains territoires devient difficile ou très coûteux</li> </ul>

Faits marquants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance mondiale faible qui concentre les échanges au sein des blocs. Production agricole raisonnée à l'échelle européenne.</li> <li>- forte priorité accordée à la production par les pouvoirs publics → soutien à la production et au développement agricole dans les territoires les mieux adaptés. Les politiques d'appui permettent des progrès important au niveau technique</li> <li>- gros 2e pilier PAC géré par les région → maintien ou développement de filières spécifiques + spécialisation des territoires : les structures agricoles continuent à s'agrandir et à s'intensifier mais assez raisonnablement.</li> <li>- développement important des produits locaux, de qualité, de saison, Bio...</li> <li>- poids de la société civile dans les décisions + pression environnementale accrue au niveau local ;</li> <li>- forte augmentation du besoin alimentaire local puisque moins d'importations.</li> </ul>
Evolutions technologiques, place de la R&D	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politiques agricoles qui soutiennent l'innovation et l'amélioration des moyens de production (bâtiments, matériels, réserves en eau...)</li> <li>- Recherche variétale améliorée : variétés adaptées pour allergies et intolérances ; plus résistantes au stress hydrique et adaptées au climat (certaines variétés permettent 2 récoltes par an)</li> <li>- partenariats privé-public se multiplient pour soutenir la R &amp; D, essentiellement tournée vers le contrôle qualité et la traçabilité</li> </ul>

### **Scénario 3 : Transition agro-écologique et énergétique**

	<b>Scénario 3 : Transition agro-écologique et énergétique</b>
Changement climatique	Augmentation de la température moyenne de 2°C, étés plus secs et réduction des débits d'étiage, vagues de chaleurs et accidents climatiques plus fréquents.
Politique & Financier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la gouvernance mondiale se construit autour des problématiques environnementales et climatiques</li> <li>- L'Europe mène une politique environnementale ambitieuse pour tous les secteurs de l'économie, et d'aménagement du territoire</li> <li>- L'évaluation environnementale est imposée en amont de toute politique publique</li> <li>- Ministère de l'agriculture et de l'environnement fusionnent</li> </ul>
Economie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La croissance verte se développe</li> <li>- Les prix agricoles sont assez élevés et stables</li> <li>- Les acteurs du monde agricole se mobilisent pour une transition environnementale et énergétique</li> <li>- Le développement agricole soutient l'innovation et l'environnement</li> <li>- La PAC attribue des aides proportionnelles au niveau des service climatiques et environnementaux</li> </ul>
Environnement et réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'environnement est au cœur des politiques publiques</li> <li>- les associations environnementales sont radicales et puissantes</li> </ul>
Social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fortes inégalités sociales</li> <li>- Les multifonctionnalités de l'agriculture nécessitent une main d'œuvre accrue</li> <li>- beaucoup de tension entre les différents groupes sociétaux ruraux / urbains</li> </ul>

Société - comportements alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la demande de produits locaux et de saison, sous labels de qualité et bio</li> <li>- Les grandes surfaces accroissent leur offre de produits bio / locaux / à faible empreinte écologique</li> <li>- La part de l'alimentaire dans le budget des ménages s'accroît, l'alimentaire est perçu comme un niveau de qualité de vie</li> <li>- baisse importante de la consommation de viande, développement des sources de protéines alternatives (protéines végétales, insectes)</li> </ul>
Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bio énergies se généralisent et les progrès en matière d'économie d'énergie se traduisent pas une baisse de la consommation d'énergie fossile</li> <li>- Le prix du pétrole se stabilise</li> <li>- les demandes en bio énergie et bio matériaux se renforcent</li> </ul>
Faits marquants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- régulation sur les prix</li> <li>- développement d'une "3e voie" entre conventionnel et Bio, qui permet une production similaire avec moins d'intrants.</li> <li>- création de nouvelles filières, notamment protéines végétales</li> <li>- relocalisation de l'élevage dans les zones plus herbagères, en particulier zones de montagne</li> <li>- exploitations qui s'agrandissent, recherchent plus d'autonomie</li> </ul>
Evolutions technologiques, place de la R&D	<ul style="list-style-type: none"> <li>- progrès techniques et génétiques qui sécurisent les rendements</li> <li>- recherche très orientée sur les innovations permettant une meilleure prise en compte de l'environnement</li> <li>- Fort soutien de l'état et de l'Europe pour la R&amp; D, financée essentiellement sur fonds publics</li> </ul>

### Comparaison des variables clés

Variable Clé	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
<b>Filières et marchés</b>	<p>On assiste à une diminution de la polyculture élevage et (donc) à une baisse de la production viande. Autrement dit, la restructuration actuelle se renforce. On a une spécialisation des productions : une structure produit du lait, une structure produit des fourrages et il y a des échanges entre les deux.</p> <p>En Normandie, on ne produit que des cultures (ou presque): énergie et céréales. Beaucoup moins de viande bovine voire pas du tout.</p>	<p>On assiste à une augmentation de la diversification des productions : protéagineux, légumineuses, légumes, volailles, énergie mais aussi double activité</p> <p>La production valorisée en circuit court ne dépasse pas 50% de la production actuelle.</p> <p>on se déconnecte en partie du marché mondial, on produit moins, autre utilisation du territoire. On produit autre chose, notamment de l'énergie.</p>	

	<p>Développement de l'élevage péri-urbain.</p> <p>Peu de production de qualité supérieure (AOC, label...) Cette production plafonne à 5 ou 10%. Ce scénario n'est pas un frein au bio qui peut être porté par la demande.</p> <p>La production de lait chute au niveau national car c'est l'Irlande et la Pologne qui vont prendre la part d'augmentation.</p> <p>De façon globale, on a une spécialisation des productions par bassins et une désertification des zones à moindres potentiels.</p> <p>On augmente la productivité/ferme par tous les moyens. On va vers des gérants d'usine (salarié). Banques, industries et agriculteurs financent le système de production. En lait on verra des outils de production à 7.5 millions de litres.</p> <p>Production d'énergie : notamment via les gros élevages. Peut-être plus de céréales sur les terres libérées là où on faisait des bovins viande.</p> <p>Les prix moyens restent stables mais beaucoup plus variables (entre 200 et 400 €/1000 L.)</p> <p>La volatilité des céréales resterait. On aurait des variations de prix entre 100 - 200 €/t</p>	<p>Il faut produire autre chose mais il est nécessaire d'avoir des clients en face (ils bénéficieront peut être d'aides publiques pour acheter tel ou tel produit).</p> <p>Le développement de l'agriculture biologique suit le trend actuel.</p> <p>La production de lait diminue en Normandie donc on produit autre chose comme des légumineuses, plus de protéine, plus de volaille, plus de légumes, plus d'herbe.</p> <p>Il y a moins de surface pour nourrir les animaux les moins efficaces (poulets/porcs).</p> <p>Les productions sont segmentées selon leur destination : le local proche, le national et l'export (50%). Par conséquent on a une baisse des exports, moins d'imports (notamment protéine) évolution de l'assolement national, céréales vers la consommation humaine, développement de production légumière.</p> <p>3 types de prix : prix high qualité - prix France et prix export. Le coût de production doit rester en phase avec le prix de marché. Le prix de la haute qualité est moins variable que les prix des autres productions.</p>	
<b>Politiques publiques</b>	Les soutiens à la production prendraient la	Il y a davantage de réglementation	

	<p>forme de contractualisation via les grandes métropoles : on ne sera pas avec 0 aides mais peut être sous une autre forme (contractualisation pour une production de qualité = 5%).</p> <p>L'absence d'aides directes obligera les agriculteurs à constituer une épargne de précaution. La compétitivité prix serait forte, il sera nécessaire de détenir des capitaux pour faire face à la variabilité des prix et des productions.</p>	<p>environnementale car la société met toujours plus de pression. On va continuer à progresser sur ces sujets. Les cahiers des charges sont plus stricts.</p> <p>Cela génère de la distorsion entre les régions.</p> <p>Il y a une réorientation des aides vers le P2, pas d'aide à la production. La région finance l'aide à l'agriculture : la filière de A à Z.</p> <p>L'agriculture est soutenue par des aides à la consommation et pas seulement à la production. L'idée est d'accompagner le consommateur vers un autre mode de consommation, et lui expliquer qu'il faudra payer plus cher pour un autre. Les aides/ha ne baisseront pas</p>	
<p><b>Foncier</b></p>	<p>La déprise agricole s'accélère : On assiste au développement de la friche dans certaines zones à petit potentiels –</p> <p>Le nombre d'exploitations diminue de 5 à 10% par an.</p> <p>Comme au Danemark, les capitaux sont apportés par les banques. Le prix de la terre évolue dans deux directions : en hausse pour les bonnes terres, en baisse pour les mauvaises terres</p>	<p>Au niveau territorial, la SAU va continuer à baisser et poursuivre sa concurrence avec l'urbanisation.</p> <p>La taille des exploitations va s'accroître pour celles qui font de l'export. Il y a davantage de surfaces disponibles en raison de la diminution de la population agricole.</p> <p>Les prix ne vont pas baisser. Les exploitations bénéficieront d'apporteurs de capitaux extérieurs sous différentes formes (y compris des gens de la société civile, des</p>	

		fondations, la ruche qui dit oui...).	
<b>Travail</b>	<p>Dans une exploitation, on a un seul gérant avec des salariés (spécialisés) avec des niveaux de rémunération plus élevés (5000 €/mois)</p> <p>1600 h travaillés pour les salariés et 2200 h pour le gérant.</p>	<p>Pour les exploitations qui vont vers la « haute qualité », il y aura davantage de travail sur les exploitations donc plus d'UTH/exploitation. Pour les autres exploitations, on va continuer à vouloir à réduire la main d'œuvre (couteuse). Face à la difficulté de trouver de la main d'œuvre, on trouvera davantage d'exploitations avec des associés (développement des GAEC). La double activité se développe.</p> <p>Il y a de l'externalisation de certaines tâches (désherbage par robot)</p> <p>La formation des salariés va changer : va donner envie de travailler dans l'agriculture notamment avec les nouveaux outils de travail.</p>	
<b>R&amp;D / technique</b>	<p>Il n'y a ni plus ni moins de travail mais c'est un travail différent. La productivité augmente. Elle est notamment portée par un recours croissant à la mécanisation.</p>	<p>Il y a un gros développement de l'automatisation (commerce électronique, plateforme de distribution...) parce que la main d'œuvre n'est pas toujours présente.</p> <p>Par contre pas de réduction du temps de travail pour ceux qui font « de la qualité ».</p>	
<b>Conseil et accompagnement</b>	<p>Le conseil est intégré par le transformateur - appui technique plus fort par l'usine de transformation – en vue de la commercialisation de la</p>	<p>Les métiers du conseil vont changer : le côté électronique, forum... Intelligence artificielle : discussion avec un robot, faire des photos pour avoir un diagnostic.</p>	

	production.	Important d'avoir des compétences plus précises dans tous les domaines.  La segmentation de la production nécessite un conseil segmenté (par exemple, marketing spécifique pour vente directe).	
<b>Attractivité du métier PCE</b>	Une exploitation est « multi intégrée » : banque - transformateur - branche énergie -  Il est impératif de travailler sur les relations RH entre associés.	Le fait d'avoir des exploitations avec plus d'associés permet à chacun d'entre eux d'avoir des connaissances plus pointues, spécialisées.	

## **5. Eléments de discussion**

En s'intéressant à chacun des scénarios en détail, le temps imparti n'a pas permis au groupe de mener une discussion sur l'ensemble des scénarios.

## **6. Conclusion et prochaine réunion**

Les participants du groupe de travail ont fait part de leur satisfaction quant au déroulement de cette journée de réflexion. L'approche par scénario a été jugée stimulante. Le travail de simulation ORPHEE a été discuté, notamment son intérêt.

L'ensemble des participants s'est montré intéressé pour poursuivre ce travail et participer à la troisième réunion du groupe d'experts normands. La date sera définie ultérieurement.